

Zimbabwe/Au lendemain des élections générales

L'opposition revendique la victoire au premier tour

AFP  
Harare/Zimbabwe

En face, le président sortant Emmerson Mnangagwa s'est dit lui aussi confiant de remporter ces premières consultations post-Mugabe.

**L'OPPOSITION** au Zimbabwe a revendiqué hier la victoire de son candidat Nelson Chamisa dès le premier tour de la présidentielle face au chef de l'Etat sortant Emmerson Mnangagwa, patron du parti de l'ancien président Robert Mugabe resté trente-sept ans au pouvoir jusqu'à sa chute l'an dernier.

"Les résultats montrent au-delà de tout doute raisonnable que nous avons gagné les élections et que le prochain président du Zimbabwe est Nelson Chamisa", a déclaré un haut responsable du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Tendai Biti, disant se baser sur les résultats des agents du parti. De son côté, le président Mnangagwa, qui a succédé en novembre 2017 au président Robert Mugabe à la faveur d'un coup de force, s'est dit confiant de remporter les premières élections depuis la chute du père de l'indépendance qui gouvernait le Zimbabwe d'une main de fer depuis 1980.

Les résultats officiels des élections présidentielle, législatives et municipales de lundi, qui se jouent essentiellement entre la Zanu-PF au pouvoir et le MDC, n'ont pas encore été annoncés, alimentant dans l'opposition les soupçons d'"interférence" du camp gouvernemental dans le processus électoral.

"Il y a un retard délibéré dans l'annonce des résultats. Ce retard est totalement inacceptable", a estimé Tendai Biti, ancien ministre respecté des Finances, mettant "au défi" la commission électorale, la ZEC, d'annoncer les résultats.



Les partisans de l'opposant Nelson Chamisa (MDC) n'ont pas attendu les résultats officiels. Dès hier, ils fêtaient la victoire.

tats. Les premiers résultats étaient attendus hier et les résultats complets d'ici le 4 août.

Quelques heures plus tôt, M. Chamisa, 40 ans, avait déjà revendiqué une "victoire éclatante" sur son rival âgé de 75 ans. "Nous sommes prêts à former le prochain gouvernement", a-t-il lancé sur son compte Twitter.

Rapidement, M. Mnangagwa, ancien bras droit de M. Mugabe, lui avait répondu en sous-entendant qu'il menait, lui, la course. "Les informations obtenues par mes représentants sur le terrain sont extrêmement positives", a-t-il assuré sur son compte Twitter, se disant "enchanté par le taux de participation élevé".

**"AUCUNE FRAUDE"** • Les Zimbabweens se sont rendus en nombre lundi aux urnes pour ces élections historiques.

Selon la commission électorale, le taux de participation se situait aux alentours de 75% une heure avant la clôture des bureaux de vote.

Avant les élections, M.

Mnangagwa était donné favori de la présidentielle, même si l'écart avec son principal adversaire s'était récemment réduit, selon un sondage publié il y a une dizaine de jours.

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des suffrages au premier tour, un second tour sera organisé le 8 septembre.

La commission électorale du Zimbabwe, très critiquée par l'opposition pendant tout le processus électoral, a affirmé mardi que les élections n'avaient été entachées d'"aucune fraude".

"Nous voudrions montrer au peuple zimbabwéen que nous, à la commission électorale du Zimbabwe, ne volerons pas le choix" des électeurs, a assuré sa présidente Priscilla Chigumba. "Quels que soient nos résultats, ils refléteront exactement" ce que le peuple "a décidé", a-t-elle dit.

Le président Mnangagwa, soucieux de se démarquer de son ancien mentor Robert Mugabe, avait promis des élections "libres et justes", alors que les scrutins des deux dernières dé-

cennies ont été entachés de violences et de fraudes.

**"AVIDES DE CHANGEMENT"** • Pour preuve de sa bonne volonté, il avait invité, pour la première fois en seize ans, des observateurs occidentaux à surveiller le processus électoral.

En campagne, M. Mnangagwa, ancien vice-président et ministre de M. Mugabe, a promis un "nouveau Zimbabwe" et la relance de l'économie, au bord de la faillite.

Devant les banques, les longues files de clients en quête d'un peu de liquide sont quotidiennes depuis des années. Les diplômés viennent chaque jour grossir les rangs des sans emploi, alors que le taux de chômage avoisine les 90%. M. Chamisa, sans grande expérience politique, a lui fait de son âge son arme principale. Pendant la campagne, cet orateur au style vestimentaire toujours impeccable a su séduire un électoralat jeune, en quête de sang neuf.

Dans les rues d'Harare, des habitants s'inquiétaient hier des réactions du parti

au pouvoir en cas de défaite.

"Il est exclu que la Zanu-PF accepte" la victoire du MDC, a estimé Tracy Kubarara, une commerçante de 26 ans.

"Le MDC n'acceptera" pas s'il perd, a-t-elle toutefois ajouté à l'AFP, prédisant que "les gens descendront à coup sûr dans la rue parce qu'ils sont avides de changement".

Depuis son indépendance, le Zimbabwe n'a connu que deux chefs de l'Etat, tous les deux issus du même parti, la Zanu-PF. D'abord M. Mugabe, contraint à la démission en novembre à l'âge de 93 ans, puis M. Mnangagwa, qui a pris sa revanche après avoir été limogé quelques semaines plus tôt de son poste de vice-président.

**• Dernière minute. Gare aux poursuites !** Le gouvernement du Zimbabwe a menacé hier de poursuites l'opposition qui revendique la victoire à la présidentielle de son candidat Nelson Chamisa, avant l'annonce de résultats officiels.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice. Condamné près de 50 ans après les faits**



Un ancien policier du régime d'apartheid, Joao Rodrigues, a été inculpé lundi par la justice sud-africaine pour le meurtre d'un opposant, Ahmed Timol, près d'un demi-siècle après les faits présumés.

• **Centrafrique/Violences. Trois Russes porteurs de cartes de presse assassinés**

Trois Russes qui portaient sur eux des cartes de presse ont été assassinés dans la nuit de lundi à hier près de Sibut, dans le centre de la Centrafrique, a appris l'AFP de sources judiciaires, religieuses et sécuritaires.

• **Congo/Rébellion. Levée du mandat d'arrêt contre Ntumi**

La justice congolaise a levé le mandat d'arrêt contre l'ex-chef rebelle Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntumi, à la tête de la rébellion dans la région du Pool au sud de Brazzaville, ont annoncé hier ses représentants et le gouvernement, une mesure qui complète l'accord de paix du 23 décembre.

• **Comores/Référendum. Le "oui" l'emporte à 92,74%**

Les Comoriens ont approuvé lundi à une écrasante majorité (92,74%) une réforme constitutionnelle qui renforce les pouvoirs du président, l'autorisant notamment à briguer deux mandats consécutifs, a annoncé hier la commission électorale indépendante.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Au moins 11 morts à Jalalabad**

Au moins 15 personnes ont été tuées hier dans une attaque contre un bâtiment gouvernemental à Jalalabad, une ville de l'est de l'Afghanistan où une école de sages-femmes avait également été visée le week-end dernier.

• **France/Politique. Le gouvernement à l'épreuve d'une double motion de censure**

Le président français Emmanuel Macron a été la cible hier de toutes les critiques lors du débat à l'Assemblée nationale de deux motions de censure contre le gouvernement, émanant de la droite comme de la gauche qui exigent des explications sur l'affaire Benalla, du nom de l'ancien collaborateur du chef de l'Etat accusé de violences.

RDCongo/Retour de Bemba

"Recul" dans les discussions avec la police

AFP  
Kinshasa/RDCongo

**LES** partisans de l'ex-chef de guerre Jean-Pierre Bemba, attendu ce mercredi à Kinshasa après onze ans d'absence, ont dénoncé un "recul" dans l'organisation de son retour en République démocratique du Congo hier à l'issue d'une réunion avec la police.

"Nous avons l'autorisation d'atterrir, de ce côté là il n'y a pas de problème", a dé-

claré à la presse la député Eve Bazaiba en sortant d'une réunion avec le chef de la police de Kinshasa Sylvano Kasongo, et le chef de la région militaire de la capitale.

"Nous nous sommes entendus sur certains points où il y a eu consensus par rapport à son arrivée, l'itinéraire, la sécurisation des personnes. Mais il y a quand même des points importants où nous n'avons pas trouvé de consensus", a-t-elle ajouté, annonçant une nouvelle réunion dans l'après-midi, cette fois-ci

au ministère de l'Intérieur. "Selon les informations dont même les services disposent, il y aura un grand engouement. Nous devons convenir de la manière dont nous allons gérer la masse ensemble", a-t-elle détaillé.

Il y aurait aussi un désaccord sur le lieu de résidence à Kinshasa de Jean-Pierre Bemba, selon un autre parlementaire de son Mouvement de libération du Congo (MLC).

M. Bemba souhaite se rendre dans une résidence familiale qui se trouve dans une avenue huppée de la

commune résidentielle de la Gombe, entre les ambassades de Turquie et du Canada.

Les autorités ne souhaitent pas que M. Bemba loge dans cette résidence familiale qui se trouve entre le siège du parti présidentiel PPRD et la propre résidence du chef de l'Etat Joseph Kabila, selon cette même source.

Deux représentants de la sécurité présidentielle ont participé à la réunion hier matin à la direction provinciale de la police de Kinshasa.

Acquitté mi-juin par la Cour pénale internationale (CPI), remis en liberté provisoire mais poursuivi dans une affaire annexe, M. Bemba a annoncé jeudi au journal belge Le Soir son intention de déposer dès "jeudi" sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre. Date-limite du dépôt des candidatures : le 8 août.

A Kinshasa, Mme Bazaiba a tout de même commencé son propos en confirmant son retour "demain mercredi 1er août à 9h00 à l'aéroport de Ndjili".